

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (après-midi) 1^{er} juin 2016

Direction de l'instruction publique

37 2015.RRGR.898 Motion 237-2015 PS-JS-PSA (Stucki, Berne) Accessibilité: formation des professionnels de l'aménagement, du bâtiment et des technologies de l'information Motion à valeur de directive

N° de l'intervention: 237-2015
Type d'intervention : Motion
Déposée le: 09.09.2015
Déposée par: PS-JS-PSA (Stucki, Berne) (porte-parole)
PS-JS-PSA (Baltensperger, Zollikofen)
Cosignataires: 23
N° d'ACE: 259/2016 du 2 mars 2016
Direction: INS

Accessibilité: formation des professionnels de l'aménagement, du bâtiment et des technologies de l'information

Le Conseil-exécutif est chargé d'intégrer l'enseignement théorique et pratique de l'accessibilité dans l'aménagement et la construction et dans les médias aux contrats de prestations des hautes écoles spécialisées, des écoles professionnelles et du lycée technique de Berne.

Développement :

L'évolution démographique montre que la part des personnes porteuses d'un handicap, de naissance, suite à un accident ou au vieillissement, est en augmentation. Selon le rapport sur la politique du 3^e âge du canton de Berne de 2011, « l'environnement dans lequel les individus se déplacent, vivent et habitent doit être agencé de façon à rester utilisable même quand la mobilité physique est réduite, notamment en raison de l'âge. » L'environnement intérieur et extérieur doit donc être aménagé de manière à permettre à ces personnes de mener une vie aussi autonome que possible, et ce aussi longtemps que possible. Cela améliore leur bien-être et la perception qu'elles ont d'elles-mêmes et diminue les besoins en places d'EMS, extrêmement coûteuses.

Pour pouvoir aménager, construire et programmer des systèmes et des bâtiments accessibles à tous, tous les professionnels de l'aménagement, du bâtiment et des technologies de l'information concernés doivent être sensibilisés à cette approche et formés en conséquence.

Or de tels modules ou cycles d'enseignement sont aujourd'hui absents des programmes des hautes écoles spécialisées et des écoles professionnelles. Le niveau d'approfondissement de ce thème dépend de l'investissement des enseignants et enseignantes ou de l'école.

Se contenter de connaître des normes et des prescriptions et tenir compte de l'environnement social et culturel, comme mentionné par exemple dans le plan de formation de l'école professionnelle industrielle et artisanale de Berne (gibb) dans les filières architecture et génie civil, ne suffit pas à former et à sensibiliser durablement ces professionnels.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

L'auteure de la motion souhaite que la Haute école spécialisée bernoise (BFH) et les écoles professionnelles (Technische Fachschule Bern incluse) soient tenues, dans le cadre de leur mandat

ou convention de prestations, d'intégrer à leur enseignement la question de l'accessibilité en ce qui concerne l'aménagement et la construction des bâtiments ou encore les médias numériques.

Au département Architecture, bois et génie civil (ABG) de la BFH, l'accessibilité en matière d'aménagement et de construction occupe une place importante non seulement dans la formation, mais aussi dans la recherche appliquée. Cette thématique est depuis des années intégrée au cursus d'architecture. Les étudiants et étudiantes sont sensibilisés et formés au fait que les appartements, les bâtiments et les installations publiques doivent être planifiés et construits de sorte qu'ils puissent être utilisés par tout un chacun sans aucune restriction.

Dans le cadre de la formation en informatique proposée au département Technique et informatique (TI) de la BFH, la question de l'accessibilité est en particulier abordée lors du module « Anwenderzentriertes Design » (user centered design ; conception centrée sur l'utilisateur). De nos jours, la plupart des projets de développement se doivent de prévoir des applications informatiques accessibles à tous, en raison des besoins de la clientèle et de la situation juridique. Les filières d'études de la BFH dans le domaine informatique, qui sont fortement axées sur la pratique, tiennent compte de cet état de fait. Dans le cadre des travaux préparatoires en vue de l'élaboration d'un nouveau plan d'études (disponible en 2018), la BFH examine en outre la possibilité d'approfondir les contenus de formation en lien avec l'accessibilité. Le fait qu'un étudiant aveugle a récemment terminé brillamment sa formation en informatique de la BFH a permis de sensibiliser davantage le département TI à la question de l'accessibilité numérique.

Le mandat de prestations imparti par le Conseil-exécutif à la BFH n'est délibérément pas conçu comme un plan d'études détaillé. Il prescrit plutôt que les diplômés et diplômées de la BFH doivent être bien qualifiés pour répondre aux besoins du marché du travail. Aujourd'hui, on attend à juste titre que les personnes ayant suivi une formation en génie civil ou en informatique dans une haute école spécialisée soient sensibilisées à la question de l'accessibilité et disposent de connaissances spécialisées en la matière.

Si, au vu de leur fonction professionnelle, les ingénieurs, ingénieures et architectes peuvent intégrer la dimension de l'accessibilité dans leurs projets et ont un rôle important à jouer dans ce domaine, les personnes titulaires d'un diplôme de la formation professionnelle initiale disposent de nettement moins d'influence. Par ailleurs, les contenus de formation figurant dans les ordonnances sur la formation sont prescrits par la Confédération pour chaque profession. Les enseignants et enseignantes ne peuvent donc les adapter que dans une moindre mesure. Certaines ordonnances sur la formation traitent toutefois de l'accessibilité, par exemple dans les professions du dessin. Par ailleurs, les conventions de prestations conclues avec les écoles professionnelles contiennent aujourd'hui déjà un passage sur l'accessibilité, qui ne porte cependant pas sur les contenus d'enseignement : « L'école œuvre en faveur de l'élimination des inégalités qui frappent les personnes handicapées. »

Le Conseil-exécutif partage l'avis de l'auteure de la motion selon lequel les écoles professionnelles et la BFH doivent davantage intégrer la question de l'accessibilité à leur enseignement. Il est donc prêt à adopter le présent texte sous forme de motion ayant valeur de directive. Avant l'élaboration du prochain mandat de prestations confié à la BFH ainsi que des prochaines conventions de prestations conclues avec les écoles professionnelles, il convient d'examiner à quel point l'accessibilité aux bâtiments et aux médias numériques fait déjà partie de la culture d'enseignement des différentes institutions. Partant, il faut également étudier s'il est nécessaire d'inclure un passage sur le sujet dans le mandat de prestations de la BFH et voir comment la disposition figurant dans les conventions de prestations des écoles professionnelles peut être précisée.

Proposition du Conseil-exécutif :

Adoption

Le président. Wir kommen zur SP-JUSO-PSA-Motion «Hindernisfrei – Ein MUSS in der Ausbildung von Planungs-, Bau- und IT-Fachleuten. » Wir führen eine reduzierte Debatte über die Richtlinienmotion. Der Regierungsrat ist bereit, diese Motion anzunehmen. Wird dies bestritten? – Bitte winken Sie, anstatt nur zu flüstern! Ich sehe nun etwa fünf Minuten lang in der Gegend umher, weil der nachfolgende Regierungsrat noch nicht eingetroffen ist. Ist die Motion bestritten? – Dann übergebe ich der Motionärin das Wort. Ich bitte die Fraktionssprecher, sich anzumelden. Bitte, Grossrätin Stucki. Reduzierte Debatte heisst zwei Minuten Redezeit.

Béatrice Stucki, Berne (PS). Das Umsetzen von Kriterien und neuen Normen beginnt im Kopf. Im

Kopf müssen sich gewisse Dinge lange festsetzen können. (*Le président agite sa cloche.*) Dafür sorgt man, indem man bereits in der Ausbildung damit beginnt, bei allem und jedem, was man tut, daran zu denken, dass es auch Menschen geben könnte, die eine Wohnung suchen oder sich in einem Gebäude bewegen können müssen und nicht mobil sind. Es können ältere Leute sein, Leute mit Kinderwagen, aber auch Menschen, die von Geburt an oder nach einem Unfall auf einen Rollstuhl, einen Rollator usw. angewiesen sind. Ich habe während zehn Jahren im Blindenheim Bern gearbeitet, wo ich lernen musste, dass man Schränke sofort schliesst und nichts im Flur stehen lässt. Dies hat sich dermassen in mein Gehirn eingefressen, dass ich es weiss und mich noch jetzt daran halte, obwohl ich nicht mehr dort arbeite. Darum geht es. Es geht um die Sensibilisierung vom ersten Moment einer Lehre an, vom ersten Moment an, wo man sich mit Planen und Bauen befasst. Deswegen soll dieses Thema wirklich konkret in die Ausbildung aufgenommen werden. Wir bitten Sie, diese Motion anzunehmen. Es wäre schade, würde diese hier abgelehnt.

Le président. Wünscht die Mitmotionärin das Wort? – Dies scheint nicht der Fall zu sein. Dann kommen wir zu den Fraktionen.

Donat Schneider, Diessbach b. Büren (UDC). Wir bestreiten das Anliegen nicht im Grundsatz; dieses ist auch von unserer Fraktion nicht bestritten. Auch wir haben überhaupt nichts gegen hindernisfreies Bauen und Planen und sind diesbezüglich eigentlich überhaupt nicht anderer Meinung. Allerdings kommt uns die Systematik, das Anliegen in die Leistungsverträge aufzunehmen, etwas merkwürdig vor. Wir haben das hindernisfreie Planen und Bauen bereits auf verschiedenen Ebenen verankert, namentlich im Baugesetz (BauG). Demzufolge soll auf das hindernisfreie Planen und Bauen geachtet und dieses gefördert werden. Auf der anderen Seite wird es auch im Behindertenbericht beschrieben, wo Sie es auf Seite 14 lesen können. Deshalb haben wir das Gefühl, dass es nicht in einen Leistungsvertrag einer Fachhochschule passt. Wenn ich die Regierung beim Wort oder beim Buchstaben nehme, sieht auch sie dieses Ansinnen höchstens als Prüfungsauftrag. Wenn Sie den letzten Satz lesen, steht dort: «Davon ausgehend ist zu prüfen, ob ein entsprechender Passus in den Leistungsauftrag der BFH aufzunehmen ist, bzw. wie die Vorgabe in den Leistungsvereinbarungen der Berufsfachschulen präzisiert werden kann». Der Regierungsrat geht hier von einer Prüfung aus, sagt aber gleichwohl, man wolle eine Überweisung als Motion und nicht als Postulat. Dies ist für mich nicht ganz kongruent. Im Vergleich zur vorhin geführten Diskussion, ob wir Lernziele vorgeben sollen oder nicht, befinden wir uns hier in einer ziemlich ähnlichen Diskussion. Wir stören uns nicht am Ziel an sich, aber an der Systematik, also der Aufnahme in einen Leistungsvertrag für eine Hochschule. Deshalb sind wir nicht bereit, diesen Vorstoss als Motion zu überweisen.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Vor der Ausarbeitung des nächsten Leistungsauftrags mit der BFH bzw. den Berufsfachschulen soll geprüft werden, ob das Anliegen der Motionäre bereits verankert ist oder wie es zu verankern ist, indem neu ein Passus in die Leistungsaufträge aufgenommen werden soll. Das hindernisfreie Bauen und ein einfacher Zugang zu virtuellen Medien sind heute eine Selbstverständlichkeit. Es ist klar, dass diesem Anliegen beim Ausarbeiten neuer Leistungsverträge Beachtung geschenkt werden soll. Die grosse Mehrheit der BDP-Fraktion ist deshalb für Annahme der Motion.

Hasim Sancar, Berne (Les Verts). Die Motion verlangt, dass der Regierungsrat in den Leistungsverträgen der Berufsfachhochschulen der Technischen Fachschule Bern Inklusion als Ziel verankert. Das heisst, sowohl in der Theorie als auch in der Praxis sollte gelehrt und gelernt werden, dass beim Planen und Bauen sowie bei den virtuellen Medien Aspekte des barrierefreien Zugangs zu berücksichtigen sind. Um eine inklusive Gesellschaft zu entwickeln, müssen wir also bei der Planung und den Bauvorhaben, aber natürlich bei den virtuellen Medien achtgeben, damit Hindernisfreiheit gewährt ist. Die Inklusionsfähigkeit einer Gesellschaft und der Wille, diese zu vergrössern und den modernen Herausforderungen anzupassen, manifestiert sich in der Zugänglichkeit von Gebäuden, Verkehrsmitteln, Medien, Kommunikationsmitteln usw. Jeglicher vermeidbare Ausschluss sollte vermieden werden.

Eine Behinderung kann alle Menschen betreffen. Wir denken an Menschen mit körperlichen, geistigen oder psychischen Einschränkungen, also auch an alternde Menschen, die zunehmend mehr körperliche Einschränkungen hinnehmen müssen, weil ihnen Mobilität und soziale Kontakte

wichtig sind. Der hindernisfreie Zugang ist also ein Muss und die Umsetzung sollte freiwillig erfolgen, weil es eigentlich selbstverständlich sein sollte! Wir sind aber auch rechtlich gezwungen, hindernisfreie Zugänge zu gewährleisten. Vor 13 Jahren hat die Schweiz die Behindertengleichstellungskonvention in Kraft gesetzt und vor drei Jahren das UNO-Behindertengleichstellungsgesetz ratifiziert. Dieses Gesetz sowie die entsprechende Konvention verpflichten uns, hindernisfreie Zugänge zu schaffen. Dies ist auch der Grund, weshalb die Aspekte bereits während der Ausbildung als Lernstoff erworben werden müssen und daher als solcher auch in die Lehrgänge gehören. Die Grünen werden die Motion unterstützen.

Kornelia Hässig Vinzens, Zollikofen (PS). Eigentlich habe ich gedacht, dass ich nichts mehr zu sagen brauche und habe mich deshalb auch nicht grundlegend vorbereitet. Nun muss ich dennoch etwas sagen. Eigentlich rennen wir ja offene Türen ein: Eigentlich sind hindernisfreies Bauen und Barrierefreiheit in den Medien schon ein grosses Stück Realität. Das Beispiel des blinden Informatikstudenten ist der beste Beweis dafür. Die Realität wird uns einholen, sodass auch behinderte Menschen immer mehr Zugang zu unseren Ausbildungsstätten haben, was schön ist. Nicht ganz einig gehe ich mit der Regierung darin, dass Berufsleute mit einem Abschluss einer beruflichen Grundbildung weniger Einfluss auf das hindernisfreie Bauen haben sollen. Dies stimmt vielleicht, aber trotzdem soll das Thema auch für diese Gruppe wichtig sein. Denn schliesslich führen diese die Pläne aus. Dies setzt auch ein gewisses Bewusstsein voraus. Auch im ICT-Bereich haben Informatiker mit einer Berufslehre sicher auch einen wichtigen Einfluss auf die Barrierefreiheit. Dass der Kanton nichts zur Bildungsverordnung zu sagen haben soll, ist mir auch neu. Ich arbeite in diesem Bereich und weiss, dass dem nicht ganz so ist. Die Bildungsverordnungen werden ja in einer Verbundpartnerschaft zusammen mit den Organisationen der Arbeitswelt (OdAs), dem Bund sowie der Schweizerischen Berufsbildungsämter-Konferenz (SBBK) erstellt. Ich nehme an, dass der Kanton Bern hier sicher etwas zu sagen hat. Diesbezüglich erwarte ich natürlich vom Regierungsrat, dass er auch dort seinen Einfluss geltend macht. Ansonsten danken wir dem Regierungsrat für die ausführliche Antwort. Wir sehen eigentlich überhaupt keinen Grund, weshalb die Motion nicht angenommen werden sollte, wenn diese Anliegen bereits am Laufen sind.

Peter Sommer, Wynigen (PLR). Vorab möchte ich mich im Namen der Stimmzähler recht herzlich bei Ihnen bedanken! Der Aufruf des Grossratspräsidenten wurde befolgt. Insbesondere möchte ich mich noch bei jenen bedanken, die ihren «Spitzbueb» in den Umschlag gelegt haben – recht herzlichen Dank!

Nun zur Motion. Ich kann mich mehr oder weniger dem Votum des SVP-Sprechers anschliessen. Dieses Anliegen ist in Bezug auf das behindertengerechte Bauen auch in der FDP nicht bestritten. Dieses unterstützen wir selbstverständlich. Nach unserer Auffassung wird heute bereits sehr vieles getan und in der Planung – auch bei der Ausbildung – vielerorts darauf geachtet. Einzig haben wir auch etwas Bedenken wegen der Stufengerechtigkeit in Bezug auf die Berufsfachschulen. Wir fragen uns, ob es wirklich etwas bringt, bereits in den Berufsfachschulen über das Thema zu sprechen. Denn dieses betrifft doch primär eine Planungsstufe sprich die Architektur und das Ingenieurwesen. Wir nehmen den Vorstoss im Sinne der Antwort der Regierung an, beantragen aber gleichzeitige Abschreibung. Dies, weil wir der Meinung sind, dass die Forderung mehrheitlich erfüllt ist.

Le président. Ich habe diesen Antrag zur Kenntnis genommen und wir werden nachher darüber abstimmen.

Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV). Ich möchte noch Donat Schneider auf seine Aussage antworten, wonach diese Diskussion ähnlich sei wie jene über das Tastaturschreiben. Er scheint gerade nicht im Saal zu sein. Doch, er ist hier vorne. Ich finde, dass es hier um eine ganz andere Zielgruppe geht. Es geht um Menschen mit Einschränkungen, die sich nicht unbedingt gleich frei bewegen können wie andere Menschen, und vielleicht nicht ebenso schnell den gleichen Zugang zu virtuellen Medien haben wie wir. Als EVP hören wir stets gut hin, wenn es um Personen geht, die nicht den gleichen Zugang zu allen gesellschaftlichen Tätigkeiten oder Angeboten haben wie andere. Uns ist klar, dass die Schulen aufgefordert sind, nach neuesten Erkenntnissen auszubilden. Dies darf nicht anders sein. Deshalb halten wir den Antrag des Regierungsrats für richtig, wonach wir die Motion annehmen sollen. Wir finden es auch gut, wenn sich die Fachhochschule und auch

die Berufsschulen überlegen, was dies für sie in ihren Unterrichtsstoffen genau bedeutet. Sicher muss unterschiedlich gewichtet werden. Wir sind aber dafür, das hindernisfreie Bauen und Planen explizit in die Leistungsverträge aufzunehmen und unterstützen den Regierungsrat in seiner Antwort. Es muss eine Selbstverständlichkeit sein und vielleicht noch klarer werden, sodass bei uns in Zukunft keine Menschen durch eine verfehlte Bau- und Planungspraxis in ihrer Bewegungsfreiheit eingeschränkt oder am Zugang zu virtuellen Medien gehindert werden.

Stefan Oester, Belp (UDF). Ich schliesse mich eigentlich weitgehend den Voten von SVP und FDP an. Hindernisfreies Bauen ist für uns selbstverständlich. Dies ist tagtäglicher Usus und danach wird gelebt. Ich sehe nicht ein, weshalb noch weiter gegangen werden soll, zumal es bereits so läuft. Heute wird jedes Baugesuch nach diesen Vorgaben geprüft. Hält man diese nicht klar ein, wird das Baugesuch zurückgewiesen, sodass also kein Abweichen möglich ist. Deshalb sehen wir nicht, was wir noch zusätzlich tun sollten. Aus diesem Grund spricht sich die EDU maximal für ein Postulat aus. Das Anliegen kann darauf hin überprüft werden, ob es wieder neu aufgenommen werden soll. Für uns läuft es bereits so, weshalb es für uns nicht zusätzlich aufgenommen werden muss. Deshalb empfehlen wir Ihnen, den Vorstoss höchstens als Postulat anzunehmen.

Martin Egger, Frutigen (pvl). Für uns ist eigentlich auch klar, dass hindernisfreies Bauen heute für uns eine Selbstverständlichkeit ist. Mit der Annahme dieses Postulats soll vorab schon einmal geprüft werden, ob diese Themen bei den Berufsschulen und den Institutionen bereits institutionalisiert sind. Aus unserer Sicht ist innerhalb dieser Berufsschulen schon vieles gegeben. Dort wird bereits alles geführt. Deshalb ist für uns klar, dass wir diese Motion annehmen werden.

Bernhard Pulver, directeur de l'instruction publique. Was will die Motionärin? Es geht darum, dass die Institutionen der Sekundarstufe II und die Hochschulen in ihren Ausbildungsgängen auf das hindernisfreie Bauen und Planen sowie auf den hindernisfreien Zugang zu virtuellen Medien achten. Weshalb sind wir bereit, diesen Vorstoss als Richtlinienmotion anzunehmen? Wir sind uns in der Tat in der Sache einig und es ist eine Selbstverständlichkeit. (*Der Präsident läutet die Glocke.*) Wir möchten nochmals mit den Schulen prüfen, ob dies wirklich in allen Bildungsgängen enthalten ist oder ob noch Handlungsbedarf besteht. Allenfalls sollen diese Inhalte auch in die Leistungsverträge aufgenommen werden. In diesem Sinn kann ich mich Donat Schneider anschliessen: Man kann aus diesem Vorstoss sowohl eine Motion als auch ein Postulat machen, zumal das Wort prüfen enthalten ist.

Weshalb sind wir im Gegensatz zum vorhin behandelten Vorstoss gegen eine Abschreibung? Dort haben wir nach einer Prüfung befunden, dass die Aufnahme des Zehnfingersystems als obligatorischer Lehrplaninhalt nicht sinnvoll ist. Hier haben wir noch keine Prüfung veranlasst, weshalb wir mit den Schulen einen Prozess starten und prüfen möchten, ob noch Verbesserungsmöglichkeiten bestehen. Vielleicht ist es perfekt, so wie es ist. In diesem Fall würden wir die Schulen nicht zu neuen Massnahmen drängen. Allenfalls gibt es aber an der einen oder anderen Schule noch etwas zu tun. In diesem Sinn sind wir der Meinung, der Vorstoss sei zu überweisen. Ob dies in Form eines Postulats oder einer Motion geschieht, ist uns egal. Eine Abschreibung wäre aber verfrüht. Wir sind gerne bereit, hier nochmals mit den Schulen hinzusehen.

Le président. Die Motion wird nicht in ein Postulat umgewandelt. Deshalb schreiten wir zur Abstimmung. Wir führen zwei Abstimmungen durch, zuerst stimmen wir über die Motion und danach über deren Abschreibung ab. Wir warten auf die Stimmenzähler, wenn sie überhaupt zu uns in den Saal kommen wollen. – Sie wollen kommen, das ist gut! Wie erwähnt, stimmen wir also zuerst über die Motion und danach über deren Abschreibung ab. Wer die Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 92

Non 47

Abstentions 2

Le président. Sie haben die Motion angenommen. Nun stimmen wir über die Abschreibung ab.

Wer diese Motion abschreiben möchte, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (proposition PLR : classement)

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 66

Non 72

Abstentions 0

Le président. Sie haben die Motion nicht abgeschrieben. Somit sind wir am Ende der Geschäfte der Erziehungsdirektion angelangt. Ich wünsche Herrn Regierungsrat Pulver einen schönen Nachmittag und danke ihm für sein Kommen.